

Nous avons des idées, mais pas de pouvoir

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **77 (1989)**

Heft 1

PDF erstellt am: **17.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-278936>

Nutzungsbedingungen

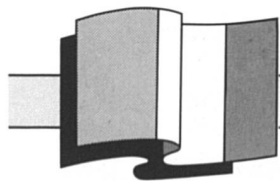
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Nous avons des idées, mais pas de pouvoir

En Italie non plus, la politique n'aime pas les femmes

« Un malheur ne vient jamais seul ! » se serait exclamé le dirigeant communiste Pajetta en apprenant, à l'issue des dernières élections législatives de 1987, que le Parti communiste avait perdu des sièges mais que le nombre d'élues parmi ses rangs avait augmenté.

Vraie ou fausse, l'anecdote exprime bien la méfiance foncière des partis politiques, de quelque bord qu'ils soient, envers la revendication féminine du partage du pouvoir. Le Parti communiste, deuxième parti du pays après la Démocratie chrétienne, fait figure de parti féministe parce qu'il compte désormais 30 % de femmes parmi ses élues. Mais, insinuent en chœur les socialistes et les démocrates, il est plus facile de se faire élire dans un parti discipliné comme le PC, et les femmes communistes sont plus utilisées que vraiment écoutées...

Les socialistes ont instauré un quota de 20 % de femmes dans les instances diri-

geantes, qui a permis une meilleure visibilité des femmes dans le parti et une petite augmentation de la représentation féminine au Parlement. « Mais, tempête Elena Marinucci, secrétaire d'Etat à la Santé et présidente de la commission pour l'égalité (cf. interview p. 14), ni chez nous ni ailleurs les hommes ne sont de loin pas prêts à partager le gâteau. Quand on a commencé à parler de quotas, il y en a même un qui a dit sarcastiquement qu'il ne lui restait plus qu'à se faire opérer ! »

Pas de quotas à la démocratie chrétienne, ni tacites comme au PC, ni officiels comme au PS. Résultat : la représentation féminine au Parlement du premier parti d'Italie est en baisse. En revanche, sur les six femmes que compte actuellement le Gouvernement italien, trois sont démocrates. Les trois autres sont respectivement une républicaine, une socialiste et une social-démocrate.

Dans un débat organisé en 1975 par la revue *Panorama* sur le machisme des par-

tis de gauche, sous le titre éloquent « Le sultan rouge », une politicienne d'un parti d'extrême gauche racontait qu'ayant prononcé un discours enflammé lors d'une réunion elle s'était entendu dire pour tout commentaire : « Comme tu es jolie quand tu te fâches ! » Une journaliste résumait ainsi l'attitude des hommes de gauche envers les femmes : « Allez camarades, nettoyez les WC, la politique est notre affaire. »

C'était alors l'époque où les féministes politiques cherchaient une issue au difficile problème de la « doppia militanza » (double militantisme), l'époque où elles avaient décidé une fois pour toutes de ne plus se confiner au rôle d'« ange du stencyl » et de « forçate du tract » qui leur avait été assigné. A la fin des années huitante, les rapports hommes-femmes ne se posent plus de la même manière dans les partis, ni à gauche ni à droite. Mais le pouvoir politique n'a pas vraiment changé de mains.

10 % de femmes au Parlement (un des meilleurs taux européens du reste !), 6,5 % de femmes parmi les élues dans les pouvoirs locaux (régions, provinces et communes), 2 % de femmes parmi les syndics : ces chiffres prouvent qu'en politique les femmes restent malgré tout, comme dit une communiste, « locataires en des lieux étrangers ». La seule issue, c'est de revendiquer en politique aussi, en politique surtout, une spécificité féminine forte, l'abandon du mythe de la neutralité de la délégation parlementaire, la mise en œuvre d'une représentation sexuée. Le recours à une solidarité « transversale » des élues, telle qu'elle s'est ébauchée avec la loi sur la violence sexuelle, pourrait être un premier pas dans ce sens.

Changer le travail

Entre produire et reproduire, leur temps balance... Au fait, si on réinventait le temps ?

L'une des mutations les plus saisissantes de la condition féminine en Italie au cours des quinze dernières années concerne l'accès à la formation. En 1972, 39 % des filles entre 14 ans (âge où se termine la scolarité obligatoire) et 19 ans étaient scolarisées. En 1986, elles étaient 61 %. Pendant l'année académique 1983-84, 45 % des étudiants inscrits à l'Université étaient des étudiantes.

Les femmes plus âgées, nées trop tôt pour pouvoir profiter de cette évolution, ont néanmoins pu bénéficier d'un accroissement spectaculaire de l'offre en matière de formation continue. Par exemple les



La scolarisation des filles fait des progrès foudroyants.

« cours de 150 heures » (soit des congés payés de formation), mis sur pied par les syndicats italiens à partir de 1973, ont permis à d'innombrables ouvrières et employées d'accéder à un savoir plus ou moins spécifique et d'entreprendre une démarche de requalification (cf. à ce sujet la contribution de Marina Piazza dans l'ou-

vrage *La Formation des Femmes : Perspectives actuelles*, que nous présentons en p. 8 de ce même numéro).

Parallèlement à l'explosion foudroyante de la scolarisation féminine, on a assisté à une modification profonde des choix de formation. Aujourd'hui, 65 % des écolières du secondaire supérieur fréquentent des